AVENANT 14

Convention de délégation de service public du 18 juin 1991 relative aux parcs de stationnement Portail Coucou et de l'Empéri et au stationnement payant de surface

Entre les soussignées,

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé au 58 boulevard Charles Livon, Le Pharo, 13007 MARSEILLE, représentée par Madame Martine VASSAL, sa Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 octobre 2020,
Ci-après dénommée la « **Métropole** »

Et

La Ville de Salon de Provence, représentée par Monsieur Nicolas ISNARD, son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
Ci-après dénommée la « **Ville** »

Et

La Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (S.A.P.M.), Société à responsabilité Limitée au capital de 1 125 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 379 063 225, dont le siège social se situe Tour Voltaire 1, place des Degrés - 92800 Puteaux La Défense, représentée par Monsieur Pierre BONNABAUD, Gérant, dûment habilité,

Ci-après dénommée le « **Déléataire** » ou le « **Concessionnaire** »

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Par convention de délégation de service public en date du 18 juin 1991, la Ville de Salon de Provence a confié à la société SOGARGECO, aux droits de laquelle vient la société SAPM la construction et l'exploitation du parc de stationnement Portail Coucou, ainsi que l'équipement et l'exploitation du parc de stationnement Empéri et du stationnement payant de surface (ci-après « le Contrat »).

Le Contrat a fait l'objet de 13 avenants. Le contrat a été conclu pour une durée de 30 ans à compter de la mise en service du parc Portail Coucou, intervenue le 31 mars 1993, soit une échéance du Contrat le 31 mars 2023.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Salon pour la gestion du stationnement en ouvrage, la Métropole exerçant pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire, le stationnement payant en surface demeurant de compétence communale.

Compte tenu des incertitudes liées à la loi du 21 février 2022 dite 3DS, relatives notamment au retour probable de la compétence stationnement en ouvrage aux Communes, la Métropole n'a pas engagé le processus de renouvellement du Contrat.

Par délibération n° MOB-002-12908/22/CM en date du 15 décembre 2022, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain les parcs de stationnement Portail Coucou et Empéri à Salon de Provence, la gestion de ceux-ci demeurant donc de compétence métropolitaine.

Dès lors, il convient de prolonger la durée du Contrat afin de garantir la continuité du service public et permettre à la Métropole et à la Ville de mener à bien la procédure de renouvellement du Contrat et l'organisation des futures modalités de gestion du service s'agissant des ouvrages et installations relevant de leur compétence respective.

Par ailleurs, la Métropole met ponctuellement en œuvre des gratuités de stationnement au profit des usagers horaires des parkings lors de manifestations événementielles ou de périodes particulières (soldes, période de Noël...).

Ces dispositions n'étant pas prévues dans le Contrat, leur mise en œuvre implique la passation de protocoles indemnitaires délibérés en Bureau Métropolitain. Afin de simplifier la mise en œuvre et la gestion de ces gratuités, il a été décidé d'en acter le principe par voie d'avenant au Contrat et de définir les modalités de calcul de la compensation du manque à gagner en résultant pour le Délégué.

Conformément à l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique qui prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié si les modifications ne sont pas substantielles, le présent avenant peut régulièrement être conclu.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Modification de la durée du Contrat

L'article 5 du Contrat est remplacé par :

« La durée de la concession pour les parcs en ouvrage et de la convention d'exploitation pour le stationnement payant de surface est fixée à 31 ans et 2 mois à compter du 31 mars 1993, date de mise en service du parc Portail Coucou, soit une échéance le 31 mai 2024 à minuit.

L'ensemble du stationnement payant de surface et le parc en ouvrage Empéri ont été exploités à titre transitoire par le Concessionnaire à compter du 1^{er} juillet 1991. »

Article 2 – Modification de la rémunération forfaitaire du Délégué au titre du stationnement payant sur voirie

La rémunération forfaitaire versée par la Ville au Délégué au titre du stationnement sur voirie est revue à la baisse sur la période de prolongation, objet du présent avenant.

Le montant de rémunération versée au titre de ladite période de prolongation est fixée à 273.300 € HT, correspondant à :

175 700 € HT pour la période du 01/04/2023 au 31/12/2023,
97 600 € HT pour la période du 01/01/2024 au 31/05/2024.

Ainsi, la rémunération forfaitaire du Délégué s'élève à :

- 329 839,96 € HT pour l'année 2023 correspondant à :
154 139,96 € HT (soit ¼ de la rémunération annuelle forfaitaire indexée aux termes de l'article I.3.2.2 de l'avenant n° 11 au Contrat) pour la période du 01/01/2023 au 31/03/2023,
175 700 € HT pour la période du 01/04/2023 au 31/12/2023.
- 97.600 € HT pour la période du 01/01/2024 au 31/05/2024.

Ces montants ne sont pas soumis à l'actualisation.

Article 3 – Franchises de stationnement ponctuelles dans les parcs de stationnement

Est ajouté à l'article 17 du Contrat « Modalités d'exploitation », un article 17.1.4 intitulé « Franchises de stationnement ponctuelles » libellé comme suit :

« La Métropole se réserve la possibilité de proposer ponctuellement des franchises aux usagers horaires, en fonction d'événements ou de périodes particulières. Elle en informera le Délégué par écrit (LRAR ou courriel avec accusé de réception) au moins dix (10) jours calendaires avant la date d'usage gratuit du parking décidée par la Métropole, en communiquant à celui-ci l'ensemble des données et informations nécessaires à la mise en œuvre de sa décision de gratuité ponctuelle.

La Métropole compensera intégralement le manque à gagner résultant pour le Délégué de la mise en œuvre de ces mesures ponctuelles de gratuité du stationnement horaire.

Le versement de la compensation ainsi due correspondra aux pertes réelles subies. Il comprendra le coût du stationnement en vigueur sur la plage horaire rendue gratuite (nombre de sorties horaires en fonction de la durée de stationnement multiplié par le tarif qui aurait été applicable à cette durée en l'absence de gratuité).

Les frais de paramétrage informatique et/ou de paramétrage du matériel de péage seront également indemnisés.

Le paiement de compensation s'effectuera au vu d'une facture détaillant l'ensemble des pertes de recettes et/ou dépenses engagées pour la mise en œuvre du dispositif de gratuité, accompagnée des justificatifs correspondants. Tout montant réclamé mais non justifié ne sera pas pris en compte.

Le paiement s'effectuera par virement administratif sur le compte ouvert au nom du Délégué, dans les 30 jours suivant la réception de la facture. »

Article 4 – Conditions d'exploitation pendant la période de prolongation

Durant la prolongation du Contrat, objet du présent avenant, à l'exception des charges de gros entretien prévues pour les parcs de stationnement intégrées pour un montant global maximum de 136.000 € HT au compte d'exploitation prévisionnel annexé aux présentes, le Délégué ne sera pas en charge de travaux sortant du cadre normal de l'entretien courant, en particulier des travaux de renouvellement, de modernisation ou de mise en conformité.

A ce titre, le Délégué devra signaler à la Métropole pour les parcs de stationnement et à la Ville pour le stationnement payant sur voirie toute situation impliquant la réalisation par celles-ci de travaux sortant du cadre normal de l'entretien courant, de sorte que la Métropole et la Ville prennent respectivement les mesures nécessaires au bon fonctionnement du service délégué et à l'exploitation par le Délégué des parcs et du stationnement payant sur voirie dans des conditions normales.

Article 5 - Nouveau compte d'exploitation prévisionnel

Un compte d'exploitation prévisionnel portant sur la durée de la prolongation du Contrat figure en annexe au présent avenant.

Article 6 - Entrée en vigueur – Autres dispositions

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification au Délégué par la Métropole et la Ville, après sa transmission préalable au contrôle de légalité.

Toutes les dispositions du Contrat et de ses avenants n° 1 à 13 non modifiées par le présent avenant et non contraires aux dispositions de celui-ci, demeurent applicables.

Fait à Marseille en trois exemplaires,

Le

Pour la Ville de Salon de Provence

Le Maire

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

La Présidente

Nicolas ISNARD

Martine VASSAL

Pour La S.A..P.M

Le Gérant

Pierre BONNABAUD

Avenant n° 14 : Compte d'exploitation prévisionnel - prolongation 14 mois

K EUROS HT	Prév. 2023 (9 mois)				Prév. 2024 (5 mois)			
	Voirie	Empéri	Portail	Consolidé	Voirie	Empéri	Portail	Consolidé
Horaires parcs	-	424,3	127,7	552,0	-	186,7	56,2	242,9
Abonnés parcs	-	209,4	125,7	335,1	-	92,1	59,1	151,3
Voirie	175,7	-	-	175,7	97,6	-	-	97,6
Garantie de recettes villes	-	-	-	-	-	-	-	-
Prestation de services	-	-	-	-	-	-	-	-
Activité de Contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de charges amodiataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités annexes	-	3,2	-	3,2	-	1,8	-	1,8
Sous Total Chiffre d'Affaires	175,7	636,9	253,4	1 066,0	97,6	280,6	115,3	493,5
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Produits	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous Total Autres Produits	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Produits d'Exploitation	175,7	636,9	253,4	1 066,0	97,6	280,6	115,3	493,5
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-37,7	-70,3	-53,8	-161,9	-21,6	-40,2	-30,8	-92,6
Personnel Contrat à Durée Déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Autre Personnel externe et Frais Divers	-2,2	-4,0	-0,6	-6,8	-1,2	-2,3	-0,4	-3,9
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-	-6,4	-	-6,4	-	-3,7	-	-3,7
Prestations de Nettoyage	-	-	-	-	-	-	-	-
Prestations de Gardiennage	-	-1,2	-0,8	-2,0	-	-0,7	-0,5	-1,1
Sous Total Frais de Personnel	-39,9	-81,9	-55,3	-177,1	-22,8	-46,9	-31,6	-101,3
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-60,8	-9,7	-5,4	-76,0	-34,8	-5,6	-3,1	-43,5
Entretien : Contrats	-32,3	-12,7	-6,7	-51,8	-18,5	-7,3	-3,8	-29,6
Electricité, Fluides	-	-93,5	-48,6	-142,0	-	-67,5	-35,1	-102,6
Autres Prestations Sous Traitées	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de Télécommunication	-0,2	-3,9	-1,9	-6,0	-0,1	-2,2	-1,1	-3,4
Location Matériel d'Exploitation	-	-0,5	-0,2	-0,6	-	-0,3	-0,1	-0,4
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-93,4	-120,3	-62,8	-276,4	-53,4	-82,8	-43,2	-179,5
Actions Commerciales	-	-0,8	-0,8	-1,5	-	-0,4	-0,4	-0,9
Collecte de Fonds et Commissions	-	-7,1	-1,9	-9,0	-	-4,1	-1,1	-5,1
Frais Administratifs et Divers	-0,8	-4,3	-2,7	-7,7	-0,4	-2,4	-1,5	-4,4
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-0,8	-12,1	-5,3	-18,3	-0,4	-7,0	-3,1	-10,4
Total Charges Directes d'Exploitation	-134,0	-214,3	-123,4	-471,8	-76,7	-136,7	-77,9	-291,3
Police d'Assurances	-0,8	-3,9	-1,5	-6,2	-0,5	-2,3	-0,8	-3,6
Sinistres	-3,1	-1,5	-1,5	-6,2	-1,8	-0,9	-0,9	-3,5
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-	-3,5	-3,5	-7,0	-	-2,0	-2,0	-4,0
Redevances Aux Concédants	-	-48,0	-17,8	-65,8	-	-21,3	-9,9	-31,2
Taxes et Versements Assimilés	-7,5	-15,7	-6,9	-30,1	-4,3	-9,0	-4,0	-17,2
Autres Charges et Provisions Courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges de Gros Entretien	-	-15,6	-21,5	-37,1	-	-38,5	-60,5	-99,0
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-3,9	-14,0	-5,6	-23,5	-2,1	-6,2	-2,5	-10,9
Frais Généraux Siège	-11,9	-43,0	-17,1	-72,0	-6,6	-18,9	-7,8	-33,3
Total Autres Charges d'Exploitation	-27,1	-145,2	-75,5	-247,9	-15,3	-99,1	-88,4	-202,8
Total Autres Charges d'Exploitation	-27,1	-145,2	-75,5	-247,9	-15,3	-99,1	-88,4	-202,8
Total Charges d'Exploitation	-161,2	-359,6	-198,9	-719,7	-92,0	-235,8	-166,3	-494,0
Résultat d'exploitation	14,5	277,3	54,5	346,4	5,6	44,9	-51,0	-0,5
Autres Charges Non Courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-	-	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Provisions Non Courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges financières opérationnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Total autres produits et charges financières opérationnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Charges Non Courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat courant avant impôt	14,5	277,3	54,5	346,4	5,6	44,9	-51,0	-0,5

* Charges de gros entretien devant permettre d'effectuer les travaux de structure des parkings Empéri et Portail Coucou, ainsi que les travaux de mise en conformité de l'ascenseur du parking Empéri